Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/A-l-OMC-seul-le-rythme-des-deregulations-est-negociable>

« A l'OMC, seul le rythme des dérégulations est négociable »

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : mercredi 27 juillet 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les délégués de l'OMC tenteront dès mercredi de faire avancer le cycle de Doha. Les Philippines ne peuvent s'offrir une nouvelle cure de libéralisation, prévient Joseph F. Purugganan.

Par Simon Petite

Le Courrier. Genève, le mardi 26 Juillet 2005

C'est reparti pour un tour. Négociateurs et protestataires se retrouvent dès mercredi à Genève au siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Officiellement, ce « conseil général » constitue une simple réunion d'étape avant la rencontre ministérielle de Hong Kong en décembre.

Mais les adversaires de la libéralisation des échanges jurent qu'on ne les aura pas deux fois. Il y a un an à Genève, les ministres des plus grandes puissances commerciales avaient remis sur les rails le cycle de négociations de Doha, qui était dans le décor après l'échec de la conférence de Cancún.

Rencontre avec Joseph F. Purugganan, chercheur philippin de Focus on Global South et l'un des animateurs de la campagne pour l'abandon du cycle de Doha.

Quelle est l'importance de la réunion de Genève ?

- ▶ Joseph F. Purugganam : Il s'agira de préciser les modalités de l'accord cadre arraché en juillet 2004. Cet arrangement était déjà très défavorable aux pays en voie de développement. Leurs revendications n'étaient reflétées que dans des formules très vagues. Tout le contraire des exigences étasuniennes et européennes. La « boîte bleue » (produits exclus des abaissements tarifaires, ndr) devrait leur permettre de continuer à subventionner leur agriculture pour inonder les marchés à des prix défiant toute concurrence.

A l'opposé, l'Indonésie, les Philippines et d'autres pays réclament le droit de protéger des produits -comme le riz- qui font vivre des millions de familles. Je doute que l'OMC accepte une très longue liste de ces « produits spéciaux ». De toute manière, à l'OMC, le présupposé est toujours le même : il faut réduire les protections douanières. Seul le rythme des démantèlements tarifaires est négociable.

Revendiquez-vous une plus grande dose de protectionnisme ?

- ▶ Il est certain que les Philippines ne peuvent s'offrir un nouvel accord libéralisant davantage l'agriculture, un secteur dont dépendent 70% des Philippins. Nos tarifs sont déjà très bas. Les producteurs de légumes, soumis à la rude concurrence de la Chine ou de Taïwan, se trouvent déjà au bord de la faillite. Et maintenant, on nous parle de mettre la pêche sur la table des négociations. Dans les campagnes philippines, on mange avant tout du poisson et les pêcheurs comptent parmi les groupes les plus pauvres du pays.

De nombreux pays du Sud sont pourtant en faveur d'une ouverture plus grande des marchés.

- ▶ Focus on Global South conteste la stratégie d'un développement uniquement basé sur les exportations. Les pêcheurs qui survivent avec moins d'un dollar par jour se fichent éperdument d'avoir un meilleur accès aux marchés étrangers. Il est même probable qu'un soutien accru des autorités à la pêche intensive d'exportation se fera à leur frais.

Nous ne sommes pas contre le commerce, mais nous y voyons qu'une composante du développement. Les Etats du Sud devraient d'abord déterminer quels secteurs sont stratégiques, lesquels font vivre leur population. L'OMC encourage les exportations, point à la ligne. Du coup, des questions comme la souveraineté alimentaire sont totalement absentes des négociations.

L'OMC n'est-elle pas un moindre mal par rapport aux accords bilatéraux de libre-échange ?

- ▶ C'est un faux choix. Bien sûr, les accords bilatéraux sont parfois pire que l'OMC mais ils s'inspirent directement de ce qui est négocié dans les salons de l'organisation. Nous avons affaire à deux faces d'une même pièce : la libéralisation à outrance.